

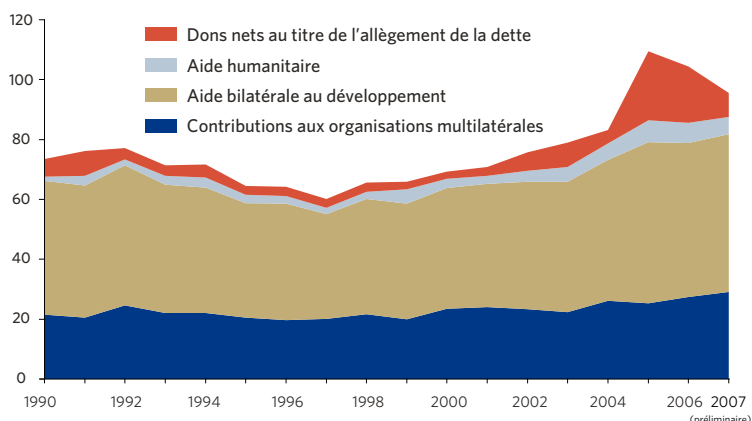
## Objectif 8

# Mettre en place un partenariat mondial pour le développement



## L'aide au développement chute pour la seconde année consécutive, mettant ainsi à risque les engagements pour 2010

Aide publique au développement des pays membres de l'OCDE-CAD, 1990-2007 (Milliards de dollars des États-Unis en prix constants pour 2006)



Aux taux de change actuels, l'aide publique au développement (APD) a continué à dégringoler, passant du record historique de 107,1 milliards de dollars en 2005, à 104,4 milliards en 2006 et 103,7 milliards en 2007. Cela résulte principalement de la réduction des dons au titre de l'allègement de la dette. Compte tenu de l'évolution des prix et des fluctuations des taux de change, les versements au titre de l'aide ont baissé de 8,4 % en 2007 par rapport à 2006. En dehors des dons en faveur de l'allègement de la dette, le taux net de l'aide a augmenté de 2,4 % en dollars constants.

Lors du Sommet mondial des Nations Unies de 2005 et d'autres réunions, les pays développés ont pris l'engagement d'augmenter l'aide, qui devait passer de 80 milliards de dollars en 2004 à 130 milliards en 2010, aux prix de 2004. Même si la majorité de ces engagements demeurent en vigueur, certains pays ont annoncé de nouvelles cibles – certaines nécessitant des augmentations des flux de l'aide, d'autres suggérant des réductions. Considérant que le niveau de l'aide en faveur de l'allègement de la dette a peu de chances de revenir aux niveaux de 2005 ou 2006, l'aide bilatérale et les contributions des institutions multilatérales de développement devront augmenter rapidement au cours des trois prochaines années si les pays développés veulent tenir leurs engagements pour 2010. Même une soudaine hausse des flux de l'aide ne compensera pas l'absence d'augmentation progressive et prévisible de l'aide publique au développement, qui avait été prévue dans les engagements de 2005.

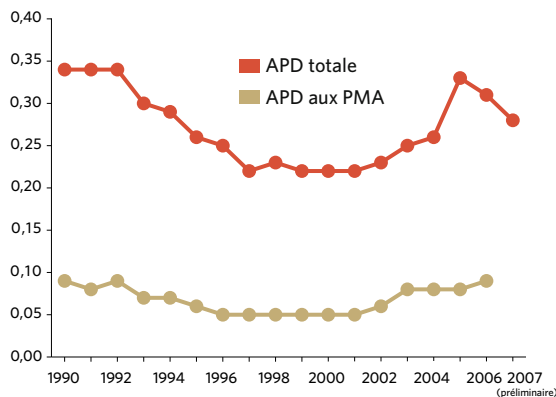
Les organisations non gouvernementales, le secteur privé et un certain nombre de pays en développement jouent un rôle accru dans l'aide au développement. Les fonds spéciaux tels que le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, sont maintenant des outils précieux pour l'apport de certaines de ces ressources.

**CIBLE**

Répondre aux besoins particuliers des pays les moins avancés, des pays sans littoral et des petits États insulaires en développement

## L'aide au développement devra augmenter considérablement pour que l'aide à l'Afrique double d'ici à 2010

Aide publique au développement nette des pays membres de l'OCDE-CAD en proportion du revenu national brut des donateurs, 1990-2007 (Pourcentage)



L'aide mondiale demeure bien en deçà de la cible des Nations Unies qui est de 0,7 % du revenu national brut (RNB) des membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE. Le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède sont les seuls pays à avoir atteint ou dépassé ce seuil en 2007. Dans l'ensemble, l'aide publique au développement provenant des pays développés a chuté de 0,28 % de leur revenu national brut combiné en 2007.

Les pays les moins avancés (PMA) reçoivent environ un tiers de toute l'aide. Depuis 2000, l'aide publique au développement pour ces pays a progressé plus rapidement que le revenu national brut des pays développés, mais elle n'atteint pas encore la cible de 0,15-0,20 % du RNB d'ici à 2010, figurant dans le Programme d'action de Bruxelles en faveur des pays les moins avancés.

Au Sommet de Gleneagles en 2005, le Groupe des huit pays les plus industrialisés a annoncé, tout comme d'autres donateurs, qu'il allait doubler son aide publique au développement à l'Afrique pour 2010. Sans tenir compte des remises de dette en faveur de la région, principalement en faveur du Nigéria, les données

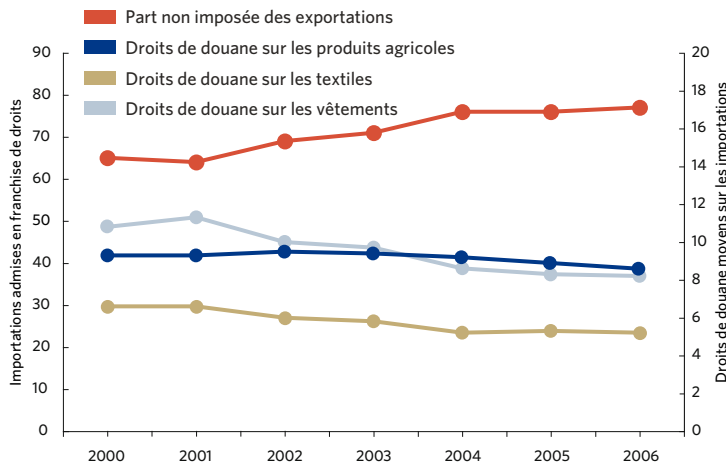
préliminaires révèlent que l'aide publique bilatérale au développement de l'Afrique a augmenté de 9% en termes réels en 2007. Malgré cette augmentation, un accroissement encore plus rapide de l'aide à l'Afrique est nécessaire pour atteindre la projection de Gleneagles pour 2010.

**CIBLE**

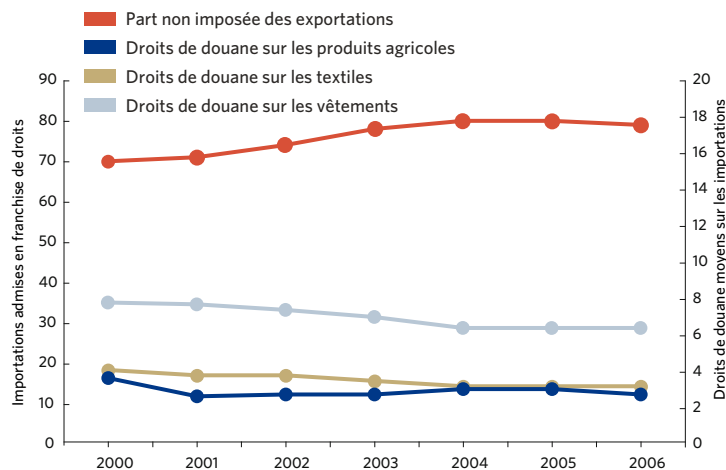
Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire

## L'accès aux marchés s'est peu amélioré pour la majorité des pays en développement

Proportion des importations des pays développés en provenance des pays en développement, à l'exclusion des armes et du pétrole, admises en franchise de droits, et droits de douane imposés par les pays développés sur les produits clés en provenance des pays en développement, 2000-2006 (Pourcentage)



Proportion des importations des pays développés en provenance des pays les moins avancés (PMA), à l'exclusion des armes et du pétrole, admises en franchise de droits, et droits de douane imposés par les pays développés sur les produits clés en provenance des pays les moins avancés, 2000-2006 (Pourcentage)

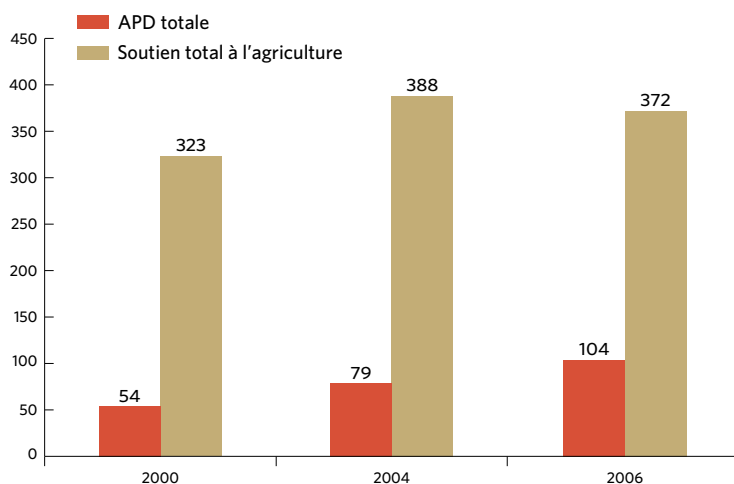


Peu de progrès ont été enregistrés récemment pour aplanir les obstacles aux exportations des pays en développement vers les pays développés. L'Accord de 2005 de l'Organisation mondiale du commerce sur les textiles et les vêtements, a libéralisé le commerce dans ces secteurs, ce qui a avantagé certains pays en développement et pays moins avancés, mais en a pénalisé d'autres, parmi lesquels plusieurs pays les moins avancés de l'Afrique et des pays à revenu intermédiaire supérieur d'Asie de l'Est. En décembre 2005, les pays développés membres de l'Organisation mondiale du commerce se sont engagés à faire en sorte qu'au moins 97 % de leurs lignes tarifaires bénéficient de l'admission en franchise de droits et hors contingentement d'ici à 2008 pour les importations en provenance des pays les moins avancés.

Bien que plusieurs accords unilatéraux dont bénéficient les pays en développement aient été élargis ou convertis en accords commerciaux régionaux ou bilatéraux, aucune nouvelle initiative ne favorise les pays en développement en tant que groupe. À l'exclusion des armes et du pétrole, la proportion des exportations des pays en développement admise en franchise de droits sur les marchés des pays développés a peu changé depuis 2004; elle aurait même légèrement reculé dans le cas des pays les moins avancés. L'accès préférentiel aux marchés en franchise de droits et les droits de douane peu élevés appliqués à divers produits à fort coefficient de main-d'œuvre, comme certains produits agricoles, textiles et vêtements, ont eu un impact positif sur les PMA. Cependant, la prolifération de régimes préférentiels d'échange entre pays développés et pays en développement qui ne font pas partie du groupe de PMA, amenuise la marge de préférence que les exportations de PMA reçoivent sur les marchés des pays développés.

## Les subventions des pays riches à leur agriculture sont beaucoup plus élevées que l'aide au développement

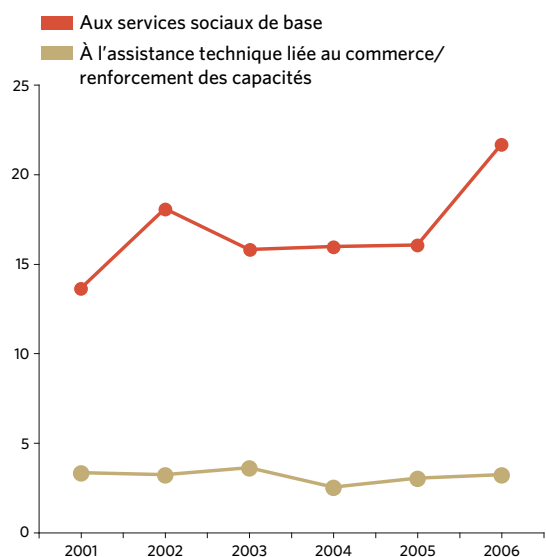
Aide publique au développement des pays membres de l'OCDE-CAD et soutien à l'agriculture dans les pays membres de l'OCDE, 2000, 2004 et 2006 (Milliards de dollars des États-Unis)



La crise alimentaire mondiale résulte partiellement des subventions à l'agriculture et des protections tarifaires des pays développés qui, pendant des années, ont découragé la production agricole dans les pays en développement. Le montant total du soutien des pays développés à leurs secteurs agricoles a augmenté d'environ 65 milliards de dollars entre 2000 et 2004, avant d'être réduit de 16 milliards en 2006. Néanmoins, à 372 milliards de dollars, ces dépenses sont encore plus de trois fois supérieures à l'aide publique au développement des pays développés. Le soutien fourni par les pays développés à leur propre secteur agricole s'est poursuivi alors qu'à la même époque, on encourageait les pays en développement à abandonner toute forme d'aide publique à leur agriculture. C'est un moyen de décourager la production agricole dans les régions en développement et cela nuit à l'objectif général de l'aide publique au développement, qui consiste à favoriser le développement.

## Il convient d'accroître l'aide liée au commerce

Proportion de l'APD totale bilatérale, allouable aux secteurs, des donateurs de l'OCDE/CAD affectée aux services sociaux de base (éducation de base, soins de santé primaire, nutrition, eau salubre et assainissement), et assistance technique liée au commerce et renforcement des capacités, 2001-2006 (Pourcentage)



Pour accélérer leur développement en améliorant leur production et leurs capacités commerciales, les pays en développement ont besoin d'assistance technique et d'autres formes d'assistance comme la création d'infrastructures. Cela concerne tout particulièrement les pays les moins avancés.

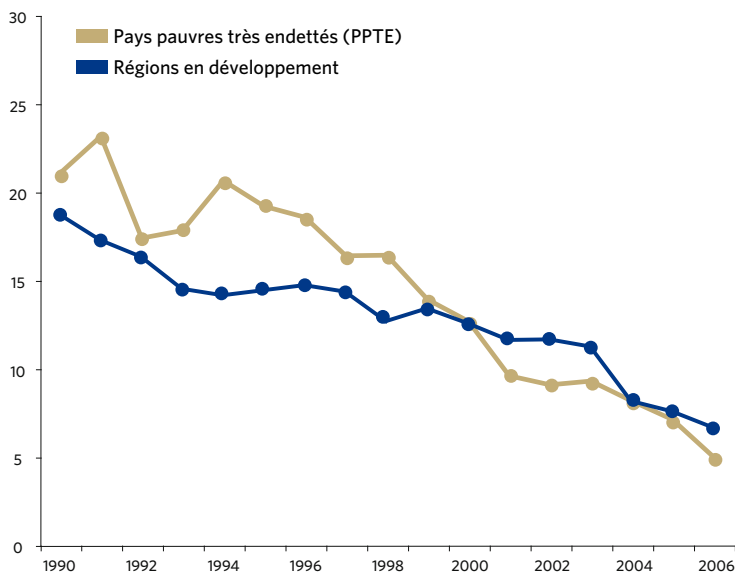
De nombreux pays donateurs ont accordé davantage d'attention aux secteurs concernés par les Objectifs du Millénaire pour le développement, mais ils ont un peu négligé la coopération technique pour encourager la production et les échanges. La coopération technique à des fins de renforcement des capacités commerciales, par exemple, est passée de 3,6 % à 3,2 % du montant total de l'aide entre 2003 et 2006. La fourniture d'aide dans le but d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement passera par la distribution de l'APD supplémentaire promise et ne pourra se limiter à une simple réallocation de ressources entre les différents secteurs.

### CIBLE

Traiter globalement le problème de la dette des pays en développement

## Le poids de la dette diminue pour les pays en développement

Versements au service de la dette en proportion des recettes tirées des exportations, 1990-2006 (Pourcentage)



À la fin juin 2008, 33 des 41 pays éligibles s'étaient qualifiés pour un allègement de leur dette au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés. Sur ces 33 pays, 23 avaient atteint leur « point d'achèvement », c'est-à-dire qu'ils avaient rempli toutes les conditions requises pour bénéficier d'une remise de dette, l'allègement devenant alors irrévocable. Ensemble, ces pays avaient bénéficié d'un engagement pris au titre de l'allègement de la dette de 48,2 milliards de dollars en valeur actualisée en 2006. Les pays ayant dépassé le point d'achèvement ont aussi bénéficié de 21,2 milliards de dollars au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM), réduisant encore le service de la dette pour ces pays. D'autre part, la valeur des exportations des économies à revenu faible a augmenté de plus de 65 % depuis 2004, leur fournissant davantage de ressources pour servir une dette réduite. Dans les pays en développement, le service de la dette extérieure, qui représentait 13 % des recettes tirées des exportations en 2000, est passé à 7 % en 2006. On s'attend à ce que ce taux ait continué de baisser en 2007, créant un climat plus favorable aux investissements.

**CIBLE**

**En coopération avec les compagnies pharmaceutiques, rendre les médicaments essentiels disponibles et abordables dans les pays en développement**

## La faiblesse des stocks disponibles et une majoration excessive des prix entravent l'accès aux médicaments essentiels dans les pays en développement

Les compagnies pharmaceutiques, des multinationales en passant par les fabricants de médicaments génériques jusqu'aux distributeurs nationaux, sont des maillons critiques de la chaîne qui permet aux populations d'accéder aux médicaments à un prix abordable. Pour leur part, les gouvernements doivent définir les buts et objectifs nationaux pour leur secteur pharmaceutique et identifier les stratégies qui leur permettront de les atteindre. La plupart des pays en développement se sont dotés de politiques nationales concernant les médicaments, mais plus de la moitié de ces textes n'ont pas été révisés au cours des cinq dernières années et doivent être mis à jour. Pratiquement tous les pays en développement ont aussi publié une liste de médicaments essentiels – une liste sélective de médicaments approuvée par le gouvernement – qui doivent être disponibles en tout temps dans le système de santé publique, en quantités suffisantes, selon des posologies appropriées, dont la qualité est garantie, et à des prix abordables pour l'individu et la communauté désireux de se les procurer. Toutefois, dans la majorité des pays en développement, la disponibilité des médicaments dans le système de santé publique, où ils sont généralement fournis à bas prix ou gratuitement, est souvent très faible. Plusieurs facteurs sont en cause : financement insuffisant, absence d'incitation à gérer les stocks, incapacité de faire des prévisions fiables et inefficacité aux niveaux des passations de marchés, des livraisons et de la distribution. Les fonds internationaux affectés à la santé, comme le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, sont devenus des filières importantes pour améliorer les achats et la distribution de médicaments pour traiter le VIH, la tuberculose et le paludisme, vers les établissements de santé publique.

Dans toutes les régions, la disponibilité des médicaments est meilleure dans le secteur privé, mais peut néanmoins être médiocre. Des enquêtes réalisées dans une trentaine de pays en développement révèlent

que la disponibilité de certains médicaments n'était que de 35 % dans le secteur public et de 63 % dans le secteur privé. Dans un échantillon de six pays d'Asie de l'Est, du Sud-Est et du Sud, le taux de disponibilité dans le secteur privé ne dépassait pas les 45 %.

Certains fabricants de produits pharmaceutiques ont baissé les prix pratiqués pour la vente de médicaments aux systèmes de santé publique des pays en développement, pour tenir compte du pouvoir d'achat des gouvernements et des ménages. Cependant, la pénurie de médicaments dans le secteur public oblige souvent les patients à s'adresser au secteur privé, qui pratique des prix encore plus élevés. Même les prix des médicaments génériques achetés dans le secteur privé sont multipliés par rapport aux prix de référence internationaux indiqués, et les prix des médicaments de marque sont généralement beaucoup plus élevés encore. Dans les 33 pays en développement pour lesquels des données sont disponibles, dans le secteur privé, les prix des médicaments génériques les moins chers sont six fois plus élevés que les prix de référence internationaux. Certains pays ont essayé de faire connaître ces majorations, tandis que d'autres ont adopté des réglementations à cet égard.

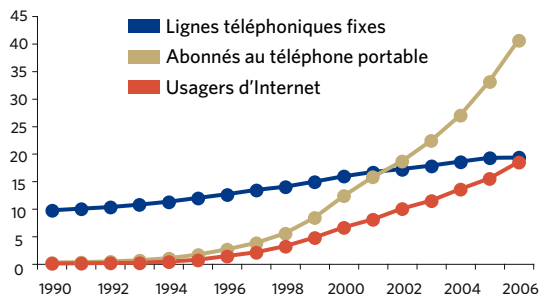
Les médicaments génériques sont une option possible face aux prix plus élevés des médicaments originaux et de marque. Pour promouvoir l'usage de ces médicaments, on peut autoriser le pharmacien à substituer le produit générique au produit de marque d'origine prescrit sur l'ordonnance. Moins des trois quarts des pays en développement se sont dotés de politiques de substitution générique. Les autres stratégies permettant d'accroître l'utilisation de médicaments génériques comprennent les procédures d'enregistrement préférentiel, les mesures favorisant la concurrence des prix et le renforcement de la confiance des médecins, des pharmaciens et des patients envers les médicaments génériques.

**CIBLE**

En coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, soient à la portée de tous

## Les téléphones portables améliorent les communications dans les pays en développement

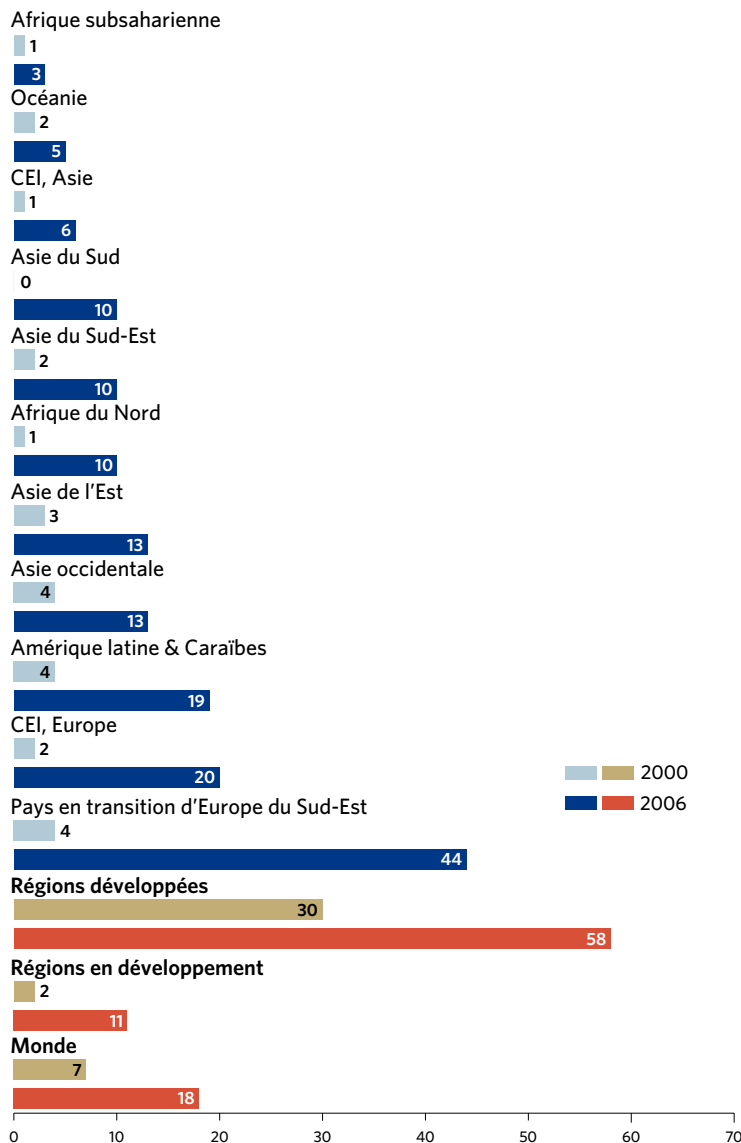
Nombre d'abonnements téléphoniques et de connections Internet pour 100 habitants, monde, 1990-2006



Le nombre d'abonnés du téléphone fixe et portable est passé de 530 millions en 1990 à plus de quatre milliards à la fin de 2006. L'utilisation du téléphone portable est montée en flèche, avec plus de 500 millions d'abonnés supplémentaires depuis 2005, pour atteindre un total de plus de 2,7 milliards à la fin de 2006. Ce sont les régions mal équipées en lignes téléphoniques fixes qui ont affiché la croissance la plus forte. En Afrique, plus de 60 millions de personnes se sont abonnées au téléphone portable en 2006, et pratiquement tous les pays comptent aujourd'hui davantage d'abonnés au téléphone portable qu'au téléphone fixe. Avec près de 200 millions d'abonnés à la fin de 2006, 22 % de la population africaine possédait un téléphone portable, contre 3 % de téléphones fixes et 5 % d'utilisateurs d'Internet. Les progrès techniques et le déploiement des technologies sans fil à large bande, offrent des possibilités de combler progressivement le fossé en matière de communications entre les pays en développement et les pays développés.

## L'utilisation d'Internet progresse rapidement, mais les régions les plus pauvres sont à la traîne

Nombre d'usagers d'Internet pour 100 personnes, 2000 et 2006



La connectabilité à l'Internet aidera le monde en développement à réaliser les objectifs en matière de santé, d'éducation, d'emploi et de réduction de la pauvreté. À la fin de 2006, 1,2 milliard de personnes étaient connectées à l'Internet – à peine plus de 18 % de la population mondiale. Mais le fossé numérique demeure encore profond.

Dans les pays développés, 58 % de la population utilisait Internet en 2006, le taux étant de 11 % dans les pays en développement et de 1 % seulement dans les pays les moins avancés. L'accès aux connections à large bande, qui a stimulé l'utilisation d'Internet dans les pays développés, a progressé lentement dans plusieurs pays en développement. En 2006, la plupart des pays d'Afrique subsaharienne n'avaient pas encore commencé à déployer les services à large bande et, lorsque ce type de connectabilité était disponible, il n'était pas accessible à la majorité de la population en raison de son prix élevé.